

Avis n° 04-633
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 22 juillet 2004
sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2004020
relative à la modification des tarifs des liaisons louées entre la métropole et les DOM et
entre les DOM

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu les articles 133 de la loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 12 mars 2004 ;

Vu les éléments d'information complémentaires apportés par France Télécom le 6 juillet 2004 ;

Après en avoir délibéré le 22 juillet 2004 ;

1. Présentation de la décision tarifaire 2004020

L'Autorité rappelle que les offres de liaisons louées de détail sont soumises à certaines obligations:

- la fourniture obligatoire d'un ensemble minimum de liaisons louées au sein de l'espace européen (liaisons louées analogiques 2 fils et 4 fils, liaisons louées numériques 64 Kbit/s et 2 Mbit/s structurées et non structurées) ;
- l'orientation des tarifs vers les coûts pour l'ensemble minimal ;
- l'obligation de disposer d'un système de comptabilisation des coûts permettant de vérifier l'orientation des tarifs vers les coûts ;
- la publication d'informations sur les conditions de fourniture et de cessation de fourniture des liaisons louées ainsi que sur leurs tarifs ;
- l'établissement d'indicateurs de qualité de service.

Les liaisons louées fournies par France Télécom sont soumises à homologation au titre de l'ensemble minimal et des services sans concurrents.

La présente décision tarifaire concerne :

- la suppression du catalogue des prix des liaisons louées 384 Kbit/s et 768 Kbit/s et des liaisons télégraphiques ;
- la baisse des tarifs des liaisons louées analogiques et numériques jusqu'à 2048 Kbit/s entre la métropole et les DOM et entre les DOM.

2. L'analyse de l'Autorité

Les deux éléments de la décision tarifaire de France Télécom sont examinés sous des angles différents :

- la suppression du catalogue de liaisons louées relève des dispositions correspondantes ;
- la baisse de tarifs des liaisons louées est examinée sous l'angle de ses conséquences pour les concurrents de France Télécom et du respect de l'obligation d'orientation vers les coûts s'appliquant aux liaisons louées de l'ensemble minimal ;

2.1. Les évolutions des tarifs des liaisons louées entre les Dom et la métropole et entre les DOM

Les baisses de tarifs envisagées par France Télécom sont comprises entre 48 et 69% pour les liaisons entre la métropole et les DOM, 53 et 83% pour les liaisons entre les Antilles et la Guyane et 35 et 79% pour les autres liaisons entre les DOM.

Les baisses de tarifs suivent l'obligation d'orientation des tarifs vers les coûts pour l'ensemble minimal et sont favorables aux consommateurs.

En effet, France Télécom indique que ces baisses de tarifs répercutent les baisses de coûts unitaires de l'ordre de 71% entre 2003 et 2004 sur ces liaisons, expliquées principalement par l'abandon des solutions de transmission par satellites au profit de solutions de transmission par câbles sous-marins et par l'augmentation des volumes de trafic sur ces routes.

Par ailleurs, le compte d'exploitation fourni par France Télécom montre que les tarifs couvrent largement les coûts et qu'ils permettent à l'opérateur de dégager des marges satisfaisantes, que ce soit pour les liaisons louées numériques ou les liaisons louées analogiques ; les tarifs ne présentent donc pas de caractère prédateur pour les concurrents.

2.2. La suppression du catalogue des liaisons louées numériques 384 Kbit/s et 768 Kbit/s et des liaisons télégraphiques

France Télécom envisage dans sa décision tarifaire la suppression des liaisons louées le 31 décembre 2004 suite à l'arrêt de leur commercialisation depuis le 1^{er} août 2003 ; France Télécom précise qu'il n'y a plus de clients pour ce type de liaisons.

La suppression de ces liaisons ne pose pas de problème.

3. Conclusion

Au vu des observations précédentes, l'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire 2004020 de France Télécom.

Le présent avis sera transmis d'une part au Ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au Ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 juillet 2004,

Le Président

Paul Champsaur